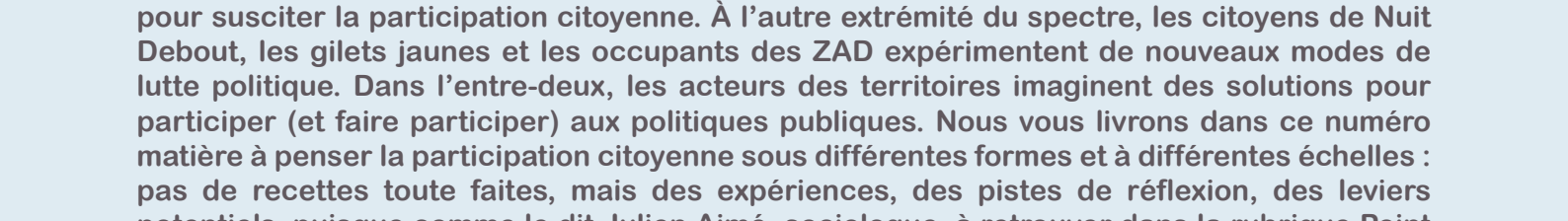


Terres d'Échos #25

LA LETTRE DE CITOYENS & TERRITOIRES GRAND EST

- Janvier/Février 2021 -



Grand Débat National, Convention Citoyenne pour le Climat, Comité citoyen pour suivre la stratégie vaccinale en France,... les initiatives venues du haut osent l'innovation politique pour susciter la participation citoyenne. À l'autre extrémité du spectre, les citoyens de Nuit Debout, les gilets jaunes et les occupants des ZAD expérimentent de nouveaux modes de lutte politique. Dans l'entre-deux, les acteurs des territoires imaginent des solutions pour participer (et faire participer) aux politiques publiques. Nous vous livrons dans ce numéro matriciel à penser la participation citoyenne sous différentes formes et à différentes échelles : pas de recettes toutes faites, mais des expériences, des pistes de réflexion, des leviers potentiels, puisque comme le dit Julien Aimé, sociologue, à retrouver dans la rubrique Point de Vue, « tout est à inventer » !

INITIATIVES TERRITORIALES

RICHESSE ET FOISONNEMENT DES EXPÉRIENCES DE PARTICIPATION CITOYENNE AUX POLITIQUES PUBLIQUES EN RURAL DANS LE GRAND EST

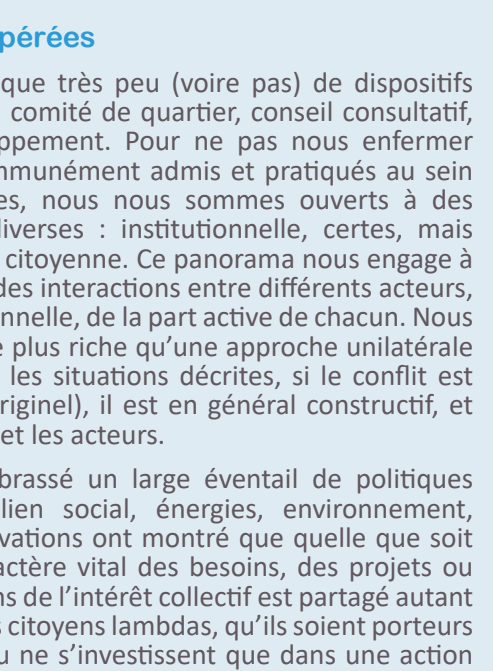
Partout en France, la démocratie représentative s'enrichit de touches de participation citoyenne. Parfois à doses homéopathiques et avec parcimonie ; parfois à grands renforts de communication ; parfois au prix de doutes, zigzags et autres revirements. Bien souvent, l'innovation et la créativité sont au rendez-vous. Dans tous les cas, les efforts et le temps qui y sont consacrés participent de la transformation des politiques publiques locales, de leurs fondements autant que des modalités de leur mise en œuvre.

Repérage d'expériences, échanges et débats d'acteurs

C&T s'intéresse depuis toujours à cette dimension. Les principes liés au développement local comme nous l'entendons reposent sur le triptyque : territoire / projet / acteurs. Et au titre des acteurs, nous considérons autant les élus locaux que les entreprises et les associations, ou encore que les citoyens, ceux qui travaillent et/ou vivent là, des plus jeunes aux plus âgés.

On pourrait penser que, par la force des choses, les ruraux sont plus investis dans leur territoire du fait de l'éloignement des services, d'une solidarité plus spontanée. Nous nous gardons bien de nous positionner sur cet aspect. Notons juste que les territoires ruraux ne sont pas en reste face au tissu urbain en ce qui concerne les initiatives de participation citoyenne.

Pour la Région Grand Est, nous avons entamé un travail de repérage autour de cette question. Avec une vingtaine de fiches expérience élaborées (et d'autres à venir), force est de constater le réel foisonnement d'approches. Aussi, pour aller plus loin que ce seul travail de « benchmark », nous avons monté un « laboratoire d'acteurs de la participation citoyenne » qui s'est réuni à quelques reprises en 2020. Montrer et démontrer, échanger et débattre ; le tout pour ouvrir nos horizons possibles et inspirer nos pratiques.



Caractéristiques repérées

Nos fiches ne ciblent que très peu (voire pas) de dispositifs institutionnels du type comité de quartier, conseil consultatif, citoyen ou de développement. Pour ne pas nous enfermer dans des schémas communément admis et pratiqués au sein des collectivités locales, nous nous sommes ouverts à des initiatives d'origines diverses : institutionnelle, certes, mais aussi associative, voire citoyenne. Ce panorama nous engage à privilégier la question des interactions entre différents acteurs, de la réciprocité relationnelle, de la part active de chacun. Nous estimons cette optique plus riche qu'une approche unilatérale ou descendante. Dans les situations décrites, si le conflit est plus prégnant (voire originel), il est en général constructif, et fait évoluer les projets et les acteurs.

Nous avons aussi embrassé un large éventail de politiques publiques : culture, lien social, énergies, environnement, économie... Nos observations ont montré que quelle que soit l'importance et le caractère vital des besoins, des projets ou des perspectives, le sens de l'intérêt collectif est partagé autant par les élus que par des citoyens lambda, qu'ils soient porteurs de multiples projets ou ne s'intéressent que dans une action précise, qu'ils y trouvent des intérêts personnels ou non.

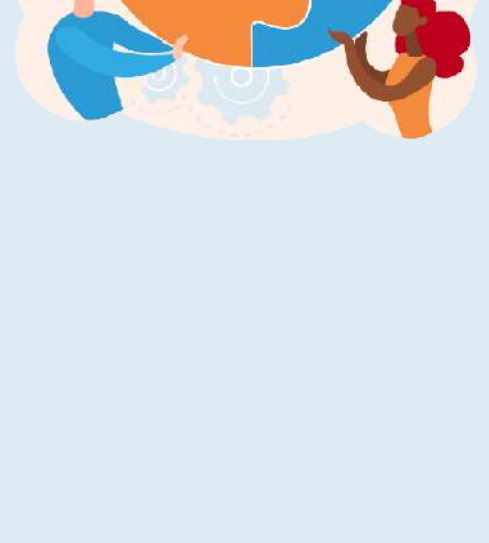
Enfin les initiatives liées se déroulent à des échelles différentes, qui vont du village à l'EPIC. Mais si des frontières administratives... certaines relatent des expériences inter-villages, voire inter-EPIC. Si le projet y contraint parfois, les dynamiques locales y amènent souvent.

Problématiques récurrentes

Au regard de la complexité de la gestion d'un territoire (en tant qu'élu ou que technicien), les réticences à développer la participation citoyenne sont fortes : risque de perdre trop de temps – inutilement ? – peur du conflit – délétaire ? – manque de moyens et/ou de compétences – trop coûteux. Et puis, et puis, l'auto-censure et la frustration sont de mise chez nombre d'acteurs, de part et d'autre : fréquentation insuffisante des réunions de concertation, manque de connaissance ou de pertinence des personnes consultées ; présentation de projets déjà vécus, absence d'écoute et de considération ; préjugés des élus vis-à-vis des autres, profanes ou experts...

L'exaltation prime chez d'autres. La jouissance des échanges, de la transformation des politiques publiques et de la montée en compétence des citoyens. Cet enthousiasme, nous l'avons décelé chez nombre de nos interlocuteurs.

Aussi, s'il n'osait d'inviter à l'audace et à la confiance... nous le ferions. Mais ces ingrédients, si indispensables qu'ils soient, ne suffisent pas à co-construire des politiques publiques, à organiser le partage d'informations, de réflexions (encore moins le partage de pouvoir). Nul doute qu'il faut oser. Oser aller au-devant des citoyens qui s'interrogent et ont des velléités de contribuer à la chose publique. Oser aller au-devant de ceux qu'on ne voit pas, mais aussi oser s'appuyer sur ceux qui sont déjà porteurs d'idées. Leur faire confiance comme à chaque membre des équipes municipales.



Questions centrales

Pourquoi penser la participation citoyenne sur tel projet d'aménagement, de territoire ou de nouveau service ? Pour prévenir les recours, apporter des retouches au projet, ou même l'orienter différemment. Mais encore ? Créer du lien avec les habitants, inciter à la citoyenneté active, réviser les modes de faire de la politique, modifier le regard porté sur les personnes au pouvoir, changer les représentations et notre rapport au monde. La participation citoyenne est une norme d'éducation populaire en soi.

Les échanges en laboratoire d'acteurs ont mis en évidence les difficultés à concilier les initiatives de fond des structures d'éducation populaire, et les dispositifs de participation plus institutionnels et ponctuels. Comment mieux élaborer et penser la participation citoyenne dans le temps long et l'apprentissage, dans la continuité et l'évolution ?

Si la question des déplacements en milieu rural semble cruciale, celle des lieux de la concertation se pose aussi. Les salles municipales, intercommunales et autres maisons de services sont bien entendus souvent privilégiées pour réunir les gens du territoire, avec un succès qui n'est pas toujours au rendez-vous. D'autres lieux ont été évoqués : là où l'on est captif (l'entreprise, le lieu de formation...), dans les lieux et les moments de vie (plus ou moins conviviaux) que l'on trouve dans la rue (abribus, marchés, fêtes...), dans les associations (locaux, mais aussi créneaux dédiés...), ou même encore chez les gens eux-mêmes (réunions participatives du type Tupperware, porte à porte...)

Quelle place pour le citoyen dans le processus décisionnel ? Quelle valorisation, quelle reconnaissance de la participation citoyenne ? quelle légitimité ? quel sens ?... et 3 000 autres questions.

Conclusion

La participation citoyenne, en France, a le « vent en poupe », jusqu'à l'échelle nationale : référendums, conventions citoyennes, sondages... font florès.

C&T continue à investir ce volet des politiques publiques, vise à y contribuer en accompagnant des territoires dans des démarches participatives, et vous invite à prendre connaissance de cette démarche de « benchmark » et d'échanges au sein de notre laboratoire d'acteurs en [cliquant ici](#), et à voyager sur notre carte des expériences de la participation citoyenne en rural en Grand Est, en [cliquant par là](#).

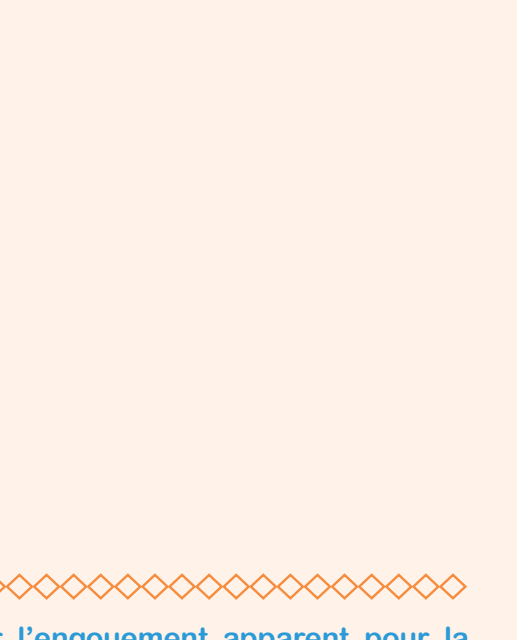


POINT DE VUE

INTERVIEW DE JULIEN AIMÉ

Julien Aimé, docteur en sociologie¹ et ingénieur de recherche en sociologie, contribue aux échanges entre membres du laboratoire d'acteurs de la participation citoyenne en rural initié par C&T. À ce titre, il a accepté de nous faire part de ses réflexions sur la participation citoyenne, à partir de ses travaux de chercheur et des échanges entendus au sein du laboratoire d'acteurs.

¹ chez Université Paris-Est Créteil (UPEC) / Chercheur associé au 2L25 (IUPRE de Lorraine)



Julien AIMÉ

C&T : Tout d'abord, Julien Aimé, quels liens entre vos travaux et la participation citoyenne ?

J.A. : Dans mon travail de thèse qui portait sur les nouveaux quartiers le sujet était latent mais je trouvais fascinant la manière dont les réunions de concertation étaient menées et dont personne ne semblait tirer bénéfice. Du côté des habitants on trouvait que leur parole n'était pas audible et que le dispositif empêchait des échanges constructifs. Du côté des bâtisseurs, il y avait une sorte de crainte que les échanges tournent à la foire d'empoigne. Plus tard dans mes recherches la question de la participation citoyenne est devenue plus présente. Actuellement engagée dans une recherche action portant sur la participation sociale des personnes âgées, j'ai rencontré des associations de retraités, des élus et des institutions du champ médico-social qui se rejoignent dans l'idée que le changement ne peut s'opérer qu'avec les personnes concernées. Cette recherche m'a alors conduit à m'intéresser à la façon dont la parole des personnes minorisées (en l'occurrence ici des personnes âgées ou en situation de handicap) devenait audible dans l'espace public.

C&T : quel regard portez-vous sur l'engagement apparent pour la démocratie participative, vantée et portée jusqu'au plus haut sommet de l'État (conventions citoyennes, grand débat...)?

J.A. : Il y a deux mouvements en cours, dont l'enjeu est probablement l'articulation. Le premier se joue au niveau politique ou le grand débat qui, sur la forme, ont été des innovations politiques. L'État cherche un moyen de relégitimer son action et de renouveau son fonctionnement sans toutefois se transformer. Le second mouvement est lié aux luttes contre les inégalités sociales qui s'expriment sous des formes diverses et qui font preuve d'une forte capacité d'expérimentation politique. On peut penser par exemple aux mouvements de places, aux ZAD, aux gilets jaunes, aux ateliers constituants, à tout le réseau de l'éducation populaire, etc. Une fois ce constat posé, il reste la question de l'articulation de ces mouvements afin de construire une nouvelle configuration de l'ordre politique. Sur ce plan je crois que c'est à l'échelle locale, celle des communes, des collectivités territoriales, des métropoles ou encore des quartiers que la transformation démocratique peut se jouer, même s'il reste des freins à lever.

C&T : Et sur nos territoires, concrètement, quelles évolutions imaginez-vous quant aux modalités de la participation citoyenne en rural ? quelles préconisations vous permettriez-vous ?

J.A. : Il me semble que le rural a l'avantage d'échapper aux catégories institutionnelles qui imposent des formats de participation. Tout y est donc à inventer. En Alsace du Nord, où je travaille actuellement, il y a un tissu associatif local important et des élus qui connaissent, presque intimement, leurs électeurs. Il s'agit là de ressources qui peuvent faciliter la participation. Qui plus est, il y a une nécessité à agir avec justesse et donc à travailler avec les citoyens. Toutes les conditions sont réunies pour une transformation en profondeur des manières de faire et de penser la politique.

Si je devais esquisser une idée, il me semble important de penser dépersonnalisation de la confiance. Cela passe par la transparence des enjeux et des conditions de la participation, des échanges réguliers, une reconnaissance de la « maîtrise d'usage » des citoyens et de leur capacité à penser l'intérêt général mais aussi la garantie institutionnelle d'une forme de neutralité et d'une indépendance de la démarche collective dans le temps long.

L'ÉCHO DES RÉSEAUX

PARTICIPATION CITOYENNE : UN SUJET PLUS QUE JAMAIS D'ACTUALITÉ POUR CITOYENS & TERRITOIRES

La participation des citoyens et plus largement la démocratie locale, constitue un des sujets fondateurs de Citoyens & Territoires, réseau régional du développement local, et de son réseau national, l'UNADEL. Point sur les chantiers en cours.

Un « labo d'acteurs » de la participation citoyenne aux politiques publiques en milieu rural.

La Région Grand Est souhaitait travailler sur ce sujet pour constater des tendances en partant d'expériences locales en rural et aussi mieux outiller les acteurs locaux et notamment les élus des territoires. C'est donc bien volontiers que Citoyens & Territoires a accepté d'étudier la question et pour ce faire, de mettre en place un « labo d'acteurs » qui a réuni à plusieurs reprises en 2020 une trentaine d'élus, responsables associatifs, chercheurs, institutionnels... En parallèle, une vingtaine d'expériences locales ont été analysées. Des travaux coordonnés par Johan CHANAL et Apolline DEAT, actuellement en stage à C&T, et qui sont relatés dans ce numéro.

Des temps d'échanges et de formation

En ce début de mandat local, nombreux sont les intercommunalités ou pays/PETR qui s'attèlent à leur projet de territoire et qui souhaitent voir comment mettre en place des instances et démarches participatives. Citoyens & Territoires échange régulièrement avec les uns et les autres pour conseiller, informer. Plus spécifiquement, un webinaire a été organisé le 11 décembre sur le thème « La participation citoyenne, enjeux, approches, outils ».

Suite à cela, nous proposerons plusieurs temps de formation et d'échanges en 2021 :

- Un premier RDV en ligne le 17 février à destination des élus et agents des intercommunalités sur le thème « Intercommunalité : co-construire son projet de territoire ». EN SAVOIR PLUS
- Une nouvelle formation « Participation citoyenne : enjeux, approches, outils », cette fois-ci plus conséquente, les 19 et 23 mars. EN SAVOIR PLUS
- Un temps de formation et d'échanges sera également programmé au printemps sur le sujet de l'animation des instances participatives dans la durée.
- Par ailleurs, le réseau met régulièrement en place la formation « Animer des réunions innovantes et participatives » parce que bien animer les réunions est une des clés de réussite de la participation citoyenne.

Accompagner les territoires

Actuellement, C&T accompagne plusieurs démarches collaboratives autour de l'élaboration des projets de territoire. Également, l'association accompagne la mise en place d'instances participatives comme les conseils de développement, comités consultatifs ou conseils citoyens.

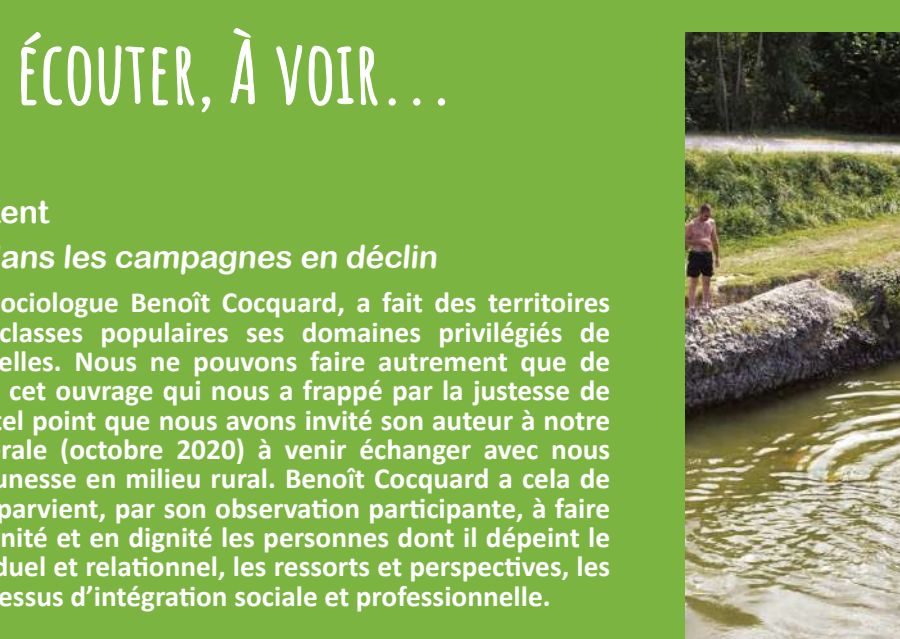
Du côté de l'UNADEL...

Pendant le premier confinement, en avril 2020, l'Unadel et les réseaux régionaux du développement local ont mis en place des rencontres mensuelles en ligne, les Jeudis du confinement local, pour continuer à faire réseau pendant cette période particulière et discuter de l'impact de la crise sanitaire sur le développement local, sur les projets de transition ou encore sur le tourisme, la culture ou les inégalités sociales. Depuis septembre 2020, ces rendez-vous sont devenus les jeudis du développement local : coopération territoriale, résilience, ingénierie des transitions, tous les replays sont disponibles [ici](#) !



À noter dans vos agendas, les rendez-vous 2021 :

18 mars // 15 avril // 20 mai // 10 juin (programme en cours de construction) : les réseaux organisateurs ont fait appel aux participants le 14 janvier pour y réfléchir en intelligence collective.



À LIRE, À ÉCOUTER, À VOIR...

Ceux qui restent

Faire sa vie dans les campagnes en déclin
 Son auteur, le sociologue Benoît Coquard, a fait des territoires ruraux et des classes populaires ses domaines privilégiés de recherches actuelles. Nous ne pouvons faire autrement que de mettre en avant cet ouvrage qui nous a frappé par la justesse de ses analyses. A tel point que nous avons invité son auteur à notre assemblée générale (octobre 2020) à venir échanger avec nous de politiques jeunesse en milieu rural. Benoît Coquard a cela de particulier qu'il parvient, par son observation participante, à faire gagner en humanité et en dignité les personnes dont il décrit le quotidien individuel et relationnel, les ressorts et perspectives, les parcours et processus d'intégration sociale et professionnelle.

